

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 23/007/2009 – ÉFAI
18 février 2009

AU 46/09 Craintes pour la sécurité

COLOMBIE Hollman Morris (h), journaliste
ainsi que sa famille et ses collègues

Le journaliste Hollman Morris a reçu de nombreux courriers électroniques de menaces l'accusant d'être membre d'un groupe de guérilla et indiquant qu'il devait mourir. Cet homme, sa famille et ses collègues sont en danger.

Au cours de la dernière semaine de janvier, Hollman Morris se trouvait dans une zone reculée du département du Caquetá (sud de la Colombie), où il préparait une interview de représentants de la plus grande organisation de guérilla, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), pour son émission télévisée d'investigation, CONTRAVIA, qu'il réalise et présente.

Tandis qu'il effectuait son travail d'enquête, les FARC ont relâché trois policiers et un soldat qu'ils retenaient en otage depuis 2007. Ils l'avaient prévenu qu'ils préparaient cette libération de manière à ce qu'il puisse être présent lorsqu'elle aurait lieu, le 1^{er} février.

Quelques jours après cet événement, les autorités l'ont accusé d'entretenir des liens avec les FARC. En parlant de Hollman Morris et d'un autre journaliste colombien également présent lors de cette libération, le président Uribe a déclaré au cours d'une conférence de presse organisée le 3 février qu'il était « *important de faire la distinction entre les amis des terroristes qui agissent comme des journalistes et ceux qui sont de vrais journalistes* ». Il a ajouté que les actions de ces deux journalistes constituaient « *une tromperie et une glorification du terrorisme* ». Le même jour, dans une interview radiophonique, le ministre de la Défense a également déclaré que Hollman Morris avait, par ses actions, « *fait l'apologie de la violence* », et qu'il avait « *beaucoup de points communs avec les FARC* ».

Depuis ces propos, l'adresse électronique de CONTRAVIA a été inondée de messages accusant Hollman Morris d'être un guérillero et le menaçant de mort.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Dans le contexte du conflit armé que connaît la Colombie depuis quarante ans, qui met aux prises les forces de sécurité et les paramilitaires avec les groupes de guérilla, les personnes accusées de collaborer avec l'un ou l'autre camp sont fréquemment menacées, enlevées ou tuées.

De nombreux journalistes et défenseurs des droits humains réclamant justice à la suite de violations commises par les forces de sécurité ou les groupes paramilitaires ont été la cible de menaces ou d'attaques. Des défenseurs des droits humains ont également été menacés, voire tués, par des groupes de guérilleros qui les accusaient de collaborer avec « *l'ennemi* ».

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à assurer la sécurité du journaliste Hollman Morris, de sa famille et de ses collaborateurs de l'émission d'investigation CONTRAVIA, en prenant toutes les mesures jugées appropriées par ces personnes ;

- engagez-les à diligenter une enquête approfondie et impartiale sur les courriers électroniques de menaces envoyés à CONTRAVIA, à rendre publiques les conclusions de ces investigations et à déférer à la justice les responsables présumés ;
- priez-les instamment de ne pas émettre des accusations sans fondement établissant un lien entre des journalistes, des défenseurs des droits humains ou des syndicalistes et des groupes de guérilla, car les personnes mises en cause risquent d'être menacées ou tuées à la suite de ces propos.

APPELS À :

Président de la République :

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez

Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-2, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 337 5890

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président,*

Ministre de la Défense :

Dr. Juan Manuel Santos

Avenida El Dorado, Carrera 52 OFI. 217, Centro Administrativo Nacional (CAN), Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 266 1003 (Si une personne décroche, veuillez dire : « *me da tono de fax, por favor* »)

Formule d'appel : *Estimado Dr. Santos, / Monsieur le Ministre,*

Vice-président :

Dr. Francisco Santos Calderón

Vicepresidencia, Carrera 8A No 7-27, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 565 7682 (Si une personne décroche, veuillez dire : « *Me da tono de fax por favor* »)

Formule d'appel : *Estimado Sr. Vicepresidente Santos, / Monsieur le Vice-Président,*

COPIES À :

Société de production télévisuelle de Hollman Morris :

Morris Producciones

Calle 79 B No 7-60

Bogotá

Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 1^{er} AVRIL 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.